

DE NOUVEAUX EFFORTS CIBLANT L'ÉDUCATION POUR TOUS

En avril 2000, la communauté internationale s'est réunie à Dakar, au Sénégal, pour faire le point sur les progrès réalisés vers l'Éducation pour tous (EPT), défi de taille auquel elle s'attaquait une décennie plus tôt à Jomtien. Elle s'est engagée à assurer la réalisation des six objectifs globaux suivants :

- améliorer les soins pour la petite enfance et l'éducation;
- faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme;
- assurer un accès équitable aux programmes ayant pour objet l'acquisition des compétences liées à la vie courante;
- améliorer de 50 p. 100 d'ici 2015 les niveaux d'alphabétisation des adultes;
- éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005;
- améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation.

En juillet 2001, au Sommet de Gênes, nous nous sommes de nouveau engagés à aider les pays à atteindre ces objectifs, en insistant particulièrement sur la réalisation de l'éducation primaire pour tous et l'égalité d'accès pour les filles — deux objectifs qui sont aussi du nombre des objectifs internationaux de développement issus de la Déclaration du Millénaire de l'an 2000.

Nous avons confié à un groupe de travail formé de hauts fonctionnaires le mandat de consulter les pays en développement, les organisations internationales concernées et d'autres intervenants et de proposer au G8 des moyens de soutenir le mieux possible la réalisation de ces objectifs. Le groupe de travail est arrivé aux conclusions suivantes, auxquelles nous souscrivons. Vous trouverez ci-joint leur rapport. Nous accueillons avec satisfaction leurs conclusions et y souscrivons.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU G8 SUR L'ÉDUCATION

Pourquoi l'Éducation pour tous?

L'éducation est à la base de niveaux de vie plus élevés et des sociétés démocratiques. Il s'agit d'un investissement à long terme important en faveur de la paix et du développement. Nous réaffirmons l'importance de savoir lire, écrire, compter et apprendre, ainsi que notre soutien à l'initiative EPT.

Encore trop de gens sont peu instruits

Plus de 100 millions d'enfants dans le monde entier ne vont pas à l'école — 60 p. 100 sont des filles. Un enfant sur quatre ne termine pas cinq ans d'éducation de base. Près d'un milliard d'adultes sont analphabètes. Presque toutes ces personnes vivent dans des pays en développement. Le VIH/sida et les conflits violents exacerbent le problème.

Les objectifs que nous nous sommes fixés risquent de ne pas se réaliser

Plus de 30 pays ne sont pas en voie de réaliser l'inscription à l'école primaire pour tous d'ici 2015. Selon les tendances actuelles, 75 p. 100 des personnes non scolarisées, en 2015, seront en Afrique. Par ailleurs, fréquenter l'école ne suffit pas : il faut compter au moins cinq ans d'enseignement de qualité pour acquérir des connaissances de base en lecture, en écriture et en calcul. L'achèvement d'une éducation primaire de bonne qualité est un indicateur de succès, et près de 90 pays ne sont pas en voie de réaliser cet objectif.

De plus, 35 pays ne sont pas en voie d'atteindre les objectifs visant à éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005.

Il est maintenant temps de passer à l'action

Après examen des obstacles qui se posent à l'EPT, plusieurs conclusions se sont dégagées concernant :

- la nécessité pour les pays en développement de s'engager;
- l'intervention nécessaire des pays développés;
- la nécessité d'une évaluation plus juste.

Les pays en développement doivent d'abord et avant tout s'engager

Un engagement politique à l'échelle du pays, l'apport de financement intérieur suffisant et l'élaboration de stratégies d'éducation solides constituent les assises de la réalisation de l'EPT.

L'engagement politique constitue une condition préalable

Dans les pays qui ont atteint l'éducation primaire pour tous ou qui font des progrès notables, la réussite repose sur un leadership politique solide, une bonne gouvernance, la transparence, ainsi qu'un engagement sans équivoque à l'égard de l'élimination de la pauvreté, plaçant l'éducation primaire en tête des priorités. Cet engagement se traduit par des budgets nationaux transparents, y compris à l'échelle locale, et des systèmes efficaces de gestion des dépenses publiques qui veillent à ce que les ressources atteignent les salles de classe et servent d'assises à la participation et à la responsabilisation locales.

Les ressources allouées doivent être suffisantes

Pour assurer l'éducation primaire pour tous, les pays en développement devront consacrer à l'éducation une part importante des fonds générés au pays. Une recherche menée par la Banque mondiale révèle que les pays en voie d'assurer cinq ans d'éducation primaire pour tous consacrent à l'éducation environ 20 p. 100 de leur budget renouvelable, dont la moitié pour l'éducation primaire.

Les plans d'éducation nationaux doivent s'attaquer aux problèmes d'accès, d'équité et de qualité

L'élaboration et la mise en œuvre de plans d'éducation valables doivent demeurer la responsabilité des gouvernements des pays en développement. La viabilité de ces plans s'accroît quand ils sont intégrés à la stratégie globale du pays en matière d'élimination de la pauvreté. Les collectivités locales, les fournisseurs privés et les organisations non gouvernementales doivent être impliqués sérieusement dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'éducation.

- **Les plans d'éducation nationaux devraient cibler l'accès pour tous, mais en portant une attention spéciale aux filles**

Dans trop de pays, l'amélioration de l'éducation des filles ne constitue pas une priorité. Des mesures précises favorisant l'éducation des filles doivent être intégrées aux plans des pays présentant des disparités importantes entre les sexes. La qualité de ces mesures doit être un facteur déterminant de la crédibilité du plan d'éducation d'un pays. Les efforts de l'UNICEF et des autres organismes de l'ONU qui encouragent l'accès des filles à l'éducation et l'égalité entre les sexes doivent être appuyés.

- **Des mesures en faveur des enfants défavorisés devraient être intégrées aux plans d'éducation nationaux :**
 - **Les enfants touchés par le sida :** On compte aujourd'hui plus de 13 millions d'orphelins du sida, et on prévoit qu'il y en aura 35 millions d'ici 2010. La situation spéciale des orphelins du sida nécessitera des solutions novatrices et souvent particulières. Les groupes communautaires peuvent jouer un rôle important à ce chapitre.
 - **Les enfants qui travaillent :** On estime qu'environ 300 millions de jeunes garçons et filles travaillent. Pour certains, l'éducation non institutionnelle constitue un moyen de leur offrir l'accès à l'apprentissage. On doit déployer davantage d'efforts pour éliminer les pires formes de travail des enfants et pour intégrer ces enfants dans les écoles régulières. Nous saluons les efforts de l'Organisation internationale du Travail à cet égard.
 - **Les enfants ayant des besoins spéciaux :** L'éducation doit être englobante; les enfants aux besoins spéciaux ne devraient pas être exclus du système d'enseignement institutionnel. Actuellement, dans les pays en développement, moins de 2 p. 100 des enfants souffrant d'incapacité reçoivent un enseignement régulier.
 - **Les enfants touchés par les conflits :** Il faut se pencher sur la situation des enfants vivant dans des sociétés déchirées par la guerre ou qui émergent d'un conflit, y compris la réintégration des enfants soldats.

- **Les enfants en régions rurales** : L'équité et les grands objectifs de développement demandent qu'une attention particulière soit portée à l'accès à l'éducation primaire dans les régions rurales, même si les coûts sont relativement élevés.

- **L'amélioration de la qualité est essentielle**

Les efforts déployés à l'égard des plans d'éducation nationaux doivent être axés sur les résultats. Les enfants ne doivent pas seulement s'inscrire aux premiers niveaux; ils doivent terminer l'éducation primaire. De meilleures méthodes d'enseignement, des programmes scolaires améliorés et des effectifs de classes raisonnables sont des facteurs essentiels pour réduire les taux élevés de décrochage et de redoublement. Dans de nombreux pays, ce ne sera envisageable que si les salaires des enseignants, relativement à l'économie, se rapprochent davantage des niveaux de ceux des pays en voie de réaliser l'éducation primaire pour tous.

Les programmes de formation des enseignants peuvent contribuer à réduire le compromis entre l'accès et la qualité. La technologie peut aider : la formation accrue des enseignants grâce à l'utilisation efficace des technologies de l'information est particulièrement prometteuse. Le Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies procède à des travaux utiles à l'appui d'un plus grand rôle de la technologie dans l'éducation.

En outre, la qualité d'un plan d'éducation national s'accroît lorsque l'éducation primaire et secondaire et les programmes d'éducation supérieure et de formation professionnelle se complètent et se soutiennent les uns les autres.

- **L'impact du VIH/sida sur les systèmes d'éducation doit être réduit**

L'impact du VIH/sida sur la profession enseignante et le fonctionnement des écoles doit être reconnu et pris en compte dans les plans d'éducation nationaux. Dans certains des pays les plus touchés, le recrutement supplémentaire d'enseignants en raison du VIH/sida varie de 20 p. 100 à 60 p. 100. L'assistance technique destinée à aider les pays à réduire l'impact du VIH/sida sur l'offre, la demande et la qualité de l'éducation, y compris l'effet sur les enseignants, peut contribuer de façon importante à ces stratégies.

Le système d'éducation d'un pays peut jouer un rôle constructif en donnant aux gens ce dont ils ont besoin pour réduire et en venir à faire reculer la propagation dévastatrice de la maladie. Les enseignants peuvent jouer un rôle clé en insistant sur l'importance de la prévention. À cet égard, la formation pertinente des enseignants s'impose.

L'élaboration de plans d'éducation valables et l'apport de ressources suffisantes sont des responsabilités qui incombent aux gouvernements des pays en développement. L'engagement politique et des budgets transparents sont essentiels.

Les pays en développement devraient consacrer à l'éducation primaire des ressources qui correspondent à celles des pays en voie d'assurer l'éducation primaire pour tous.

Les plans d'éducation nationaux devraient être détaillés, s'attaquer aux questions d'accès, d'équité et de qualité et intégrer l'éducation primaire dans une politique globale d'éducation.

L'intervention des pays développés

Assurer l'Éducation pour tous nécessite une prestation efficace de l'aide sur le terrain, un soutien financier accru et prévisible pour les pays présentant des politiques valables, et des processus cohérents de coordination de la communauté internationale.

Prestation efficace sur le terrain

La coopération au développement est axée de plus en plus autour de stratégies nationales de réduction de la pauvreté qui englobent une programmation sectorielle dans des domaines comme l'éducation. Ces approches sectorielles, qui exigent un soutien mieux coordonné des donateurs, sous la direction du pays en développement, offrent des perspectives bien plus encourageantes quant à l'atteinte de résultats positifs de développement.

Il nous incombe de coordonner nos activités sur le terrain à l'appui des stratégies des pays en développement.

À notre avis, les stratégies nationales de réduction de la pauvreté prises en charge par chaque pays constituent les mécanismes prioritaires en fonction desquels nous devons coordonner nos activités. Nous reconnaissons que les approches sectorielles ont le potentiel d'améliorer les résultats dans le cadre de plans d'éducation nationaux efficaces.

Nous soutenons l'élaboration accélérée de procédures opérationnelles harmonisées afin d'accroître l'efficacité de l'aide.

Nous constatons que certains donateurs recueillent des fonds ou fournissent un soutien budgétaire pour réduire davantage le fardeau administratif dans les pays qui sont bien administrés et qui ont en place des systèmes de gestion financière efficaces et transparents.

Débloccage de ressources en faveur de l'Éducation pour tous

En avril 2000, les gouvernements du G8 ont convenu à Dakar « qu'aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'Éducation pour tous ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources ».

En mars 2002, les dirigeants de la communauté internationale ont souscrit au Consensus de Monterrey, lequel établit un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en développement, axé sur la responsabilité et la responsabilisation mutuelles. Il offre la perspective de résultats positifs et mesurables de développement en faisant le lien entre des contributions plus importantes des pays développés et une responsabilité accrue de la part des pays en développement.

Monterrey a également signalé de nouvelles ressources pour les pays résolus à réduire la pauvreté. Les membres du G8 se sont joints à d'autres donateurs pour annoncer des hausses importantes d'aide financière aux pays qui ont des politiques valables en place. Ces ressources compléteront l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) qui a déjà dégagé des ressources locales importantes dans le secteur de l'éducation.

En avril 2002, le Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international a donné son aval au plan d'action préparé par la Banque mondiale en vue d'accélérer les progrès vers l'EPT. Le plan d'action reconnaît, et de loin, que la plus grande source de ressources pour l'EPT doit venir des pays en développement eux-mêmes. Il conclut toutefois qu'un financement extérieur supplémentaire important est également nécessaire pour assurer l'EPT. C'est en Afrique qu'on a le plus besoin de ce soutien.

Un point central du plan d'action est une proposition qui vise à faire progresser rapidement les pays qui font preuve d'un engagement politique ferme à l'égard de l'éducation et qui ont des systèmes efficaces de gestion des dépenses publiques. Il s'agit d'une initiative importante en vue de faire progresser l'EPT, qui met en pratique le Consensus de Monterrey. Notre intervention devrait faire en sorte qu'aucun enfant ne soit laissé-pour-compte.

Nous reconnaissons qu'il existe dans l'éducation de base une composante de coûts renouvelables élevés.

Nous accroîtrons dans une large mesure le soutien fourni par nos organismes d'aide bilatérale en faveur de l'éducation de base pour les pays qui font preuve d'un engagement stratégique et financier solide dans ce secteur. Chaque donateur du G8 rendra publiques les mesures prises pour remplir cet engagement.

À cet égard, nous accueillons la proposition de la Banque mondiale visant à l'accélération des progrès comme une première étape propice à la mobilisation de ressources financières pour les pays qui se sont engagés à assurer l'Éducation pour tous et font preuve d'un rendement crédible. Nous tiendrons pleinement compte de la liste de pays admissibles récemment publiée par la Banque mondiale dans nos efforts pour assurer l'éducation primaire pour tous.

Nous exhortons la Banque mondiale et les banques régionales de développement à fournir un soutien supplémentaire aux pays qui se sont engagés en matière d'éducation et d'égalité entre les sexes et qui ont fait leurs preuves quant à une solide gestion ou accomplissent des progrès notables à ce chapitre. Nous transmettrons cette position aux conseils d'administration de ces organisations.

Nous renforcerons nos efforts actuels pour développer les capacités des pays en développement qui ne sont pas encore en mesure de bénéficier d'un soutien accru, en ciblant particulièrement les pays qui présentent un taux élevé de population qui ne fréquente pas l'école.

Nous accélérerons la reconstruction des systèmes d'éducation dans les pays qui émergent d'un conflit.

Un processus international plus cohérent

À l'échelle internationale, un certain nombre d'institutions soutiennent l'EPT; la Banque mondiale et l'UNESCO sont probablement les deux plus importantes.

La Banque mondiale va énergiquement de l'avant avec son Plan d'action pour l'EPT, confirmant le soutien solide qu'il a obtenu auprès de la communauté internationale lors de la réunion du Comité du développement en avril 2002.

L'UNESCO assume toujours le rôle de coordination qu'on lui a demandé de jouer à la conférence de Dakar, y compris réunir chaque année le Groupe de haut niveau des ministres et des représentants des ONG, des institutions et des pays en développement, dont le mandat consiste à stimuler l'élan politique en faveur de l'Éducation pour tous.

Nous sommes en faveur d'une collaboration plus étroite entre la Banque mondiale et l'UNESCO dans le processus visant à faire progresser l'Éducation pour tous. Plus précisément, nous proposons :

- *que le Groupe de haut niveau de l'UNESCO sur l'Éducation pour tous poursuive ses rencontres annuelles afin d'établir les grandes orientations politiques et de maintenir le dynamisme en faveur de l'Éducation pour tous;*
- *qu'une réunion du groupe consultatif des donateurs suive immédiatement la réunion du Groupe de haut niveau dans le but de repérer les obstacles éventuels qui demanderont une attention spéciale de la part des donateurs;*
- *que les deux groupes, dans leurs activités, s'appuient sur les données et l'analyse d'un rapport de suivi d'une qualité de plus en plus grande sur les progrès réalisés vers l'Éducation pour tous (voir ci-dessous).*

Une évaluation et un suivi de meilleure qualité sont nécessaires

Un rapport de suivi annuel indépendant et de qualité supérieure, qui se fonde sur les meilleurs renseignements et analyses accessibles, est indispensable au processus de l'EPT. Les outils d'évaluation actuels, utilisés pour mesurer les progrès de l'EPT, pour établir les meilleures pratiques et pour assurer la responsabilisation faces aux résultats, doivent être améliorés.

Les principales institutions, dont l'Institut de statistique de l'UNESCO et la Banque mondiale, collaborent pour accroître la qualité, la communication en temps voulu et l'actualisation des statistiques relatives à l'éducation et pour produire un meilleur rapport de suivi annuel. Le rapport s'inspirera des données de la Banque mondiale, de l'Institut de statistique de l'UNESCO, des pays en développement et d'autres sources.

Il faudra déployer un effort majeur dans les pays en développement, où la capacité de recueillir, de traiter et d'analyser les données sur la fréquentation scolaire et sur le rendement des élèves est variable et souvent faible. Un soutien politique accru en vue de recueillir des statistiques dans ces pays et des initiatives de développement des capacités à long terme s'imposent.

Nous faisons appel à l'Institut de statistique de l'UNESCO et à la Banque mondiale pour qu'ils poursuivent leurs efforts visant à produire un rapport de suivi annuel de qualité supérieure qui s'appuie sur les meilleures données accessibles des gouvernements nationaux, de la Banque mondiale et d'autres sources.

Le rapport de suivi devrait servir d'assise à l'intervention coordonnée à l'échelle internationale du Groupe de haut niveau et du groupe consultatif des donateurs.

Nous incitons les institutions internationales qui participent aux activités relatives aux données sur l'éducation à accroître leur coordination afin de réduire le fardeau des pays en développement et d'accroître la qualité et l'uniformité des données sur l'éducation.

Un système crédible d'évaluation et de contrôle est essentiel aux progrès véritables vers l'Éducation pour tous. Les donateurs devraient prêter main-forte aux pays en développement pour qu'ils acquièrent les capacités institutionnelles nécessaires.